

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 092 - 2013

Séance du : 22 octobre 2013
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 16 membres
Absents excusés : 12 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : /

Présents :

Bernard BLENY, Robert CAHEN, Christelle CREFF-WALRAVENS, Bernard GOY, Estelle HENRIOT, Robert HERRMANN, Bertrand LEMONNIER, Pierre LITZLER, Philippe MAITREAU, Daniel PAYOT, Olivier PONCER, Anne-Pernelle RICHARDOT, Michel SAMUEL-WEIS, Alain SPOHR, Darek SZUSTER, Yannick WEYNACHT.

Pouvoirs :

Souad EL MAYSOUR donne pouvoir à Daniel PAYOT
Michèle SEILER donne pouvoir à Anne-Pernelle RICHARDOT
Emmanuel SEJOURNE donne pouvoir à Olivier PONCER

Absents excusés :

Jean-Philippe BEDEZ, Françoise BUFFET, Gérard BUQUET, Souad EL MAYSOUR, Robert GROSSMANN, Eléonore LABAUME, Sara MARGUIER, Denis RAMBAUD, Sophie ROHFRITSCH, Eric SCHULTZ, Michèle SEILER, Emmanuel SEJOURNE.

9ème point de l'ordre du jour : débat d'orientations budgétaires.

Le Conseil d'administration
Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
prend acte
de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2014
de la Haute école des arts du Rhin.



Le Président
Daniel PAYOT

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n° 092-2013 du 22 octobre 2013

Objet : Débat d'orientations budgétaires

Exposé des motifs

Prévu par l'article 2312-1 du Code général des collectivités territoriales introduit par la loi du 6 février 1992, le débat d'orientations budgétaires (DOB) a vocation à éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de l'établissement. Il doit permettre au conseil d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif, afin de pouvoir dégager des priorités budgétaires, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

1. Les éléments de contexte et la situation de la Haute école des arts du Rhin

En 2013, la contribution initiale des villes de Mulhouse et Strasbourg, basée sur le coût antérieur que l'enseignement supérieur artistique représentait pour elles avant le changement de statut de l'établissement, a définitivement été arrêtée.

En 2012, la contribution de la Ville de Mulhouse s'est élevée à 1 898 000 € en fonctionnement, et à 59 500 € en investissement. La contribution au fonctionnement de l'établissement a été revalorisée de + 0,5 % en 2013, portant à 1 915 000 € cet effort.

Celle de la Ville de Strasbourg a été portée à 5 492 000 € en 2013, dont 416 500 € pour l'enseignement supérieur de la musique.

La subvention d'équipement de la Ville de Strasbourg est également restée stable, s'établissant à 190 500 €.

L'analyse du compte administratif 2012 de la HEAR a par ailleurs montré :

- le très bon taux d'exécution budgétaire de la section de fonctionnement (de 97,33%) ;
- la bonne maîtrise de l'établissement de ses charges et de son budget ;
- mais aussi qu'au vu de son poids relatif, la masse salariale de l'établissement (86,12 % de la section de fonctionnement), doit être suivie avec attention, pour éviter que son dynamisme soit supérieur à l'évolution des recettes et ne pas risquer de placer l'établissement dans une situation financière délicate.

Il convient enfin de rappeler le contexte national et international économique actuel, qui pèse sur les finances publiques, nationales comme locales, et les contraint.

Dès lors, les prévisions portent sur une hypothèse de recettes en faible hausse et une stabilité des dépenses.

2. Les marges de manœuvre et les perspectives pour l'année 2014

L'élaboration du budget de la Haute école des arts du Rhin pour 2014 s'appuie pour la troisième année consécutive sur des perspectives d'évolution visant à contenir les dépenses de fonctionnement, notamment les charges courantes et les dépenses de personnel, en vue de dégager les marges de manœuvre nécessaires au développement du projet de l'établissement.

a) Une maîtrise des dépenses de fonctionnement

Les effectifs de l'établissement resteront en 2014 constants de sorte à limiter la hausse de la masse salariale, qui a tendance à augmenter de manière mécanique sous les effets du vieillissement des personnels (41 % de plus de 50 ans) et du GVT, de l'augmentation des taux de cotisation relatifs au risque vieillesse (Ircantec et CNRACL) et de la revalorisation de la rémunération des agents de catégorie C.

S'y ajoutent différents frais relatifs à la gestion des ressources humaines : couverture du risque chômage, couverture des risques statutaires, action sociale...

S'agissant des dépenses de fonctionnement courant, il est visé un effort de rationalisation des moyens concernant certains postes comme la communication et la promotion de l'établissement. De même, la politique des expositions, à la Chaufferie notamment, réorientée depuis la rentrée 2012 dans le sens d'un lien renforcé entre la pédagogie et les expositions sera poursuivie. Cette approche génère également des coûts moindres que par le passé.

Les efforts d'optimisation des frais de réception seront également poursuivis et une attention particulière sera portée aux économies d'énergie, deuxième poste de dépenses de l'établissement, après la masse salariale. Des actions de sensibilisation ont été faites en ce sens dès la rentrée à l'ensemble des personnels et des étudiants.

Ces efforts permettront de :

- maintenir à la même hauteur qu'antérieurement les dépenses de fonctionnement dédiées aux enseignements *stricto sensu* (fournitures scolaires, interventions extérieures par exemple),
- préserver les crédits dédiés aux investissements pédagogiques,
- conforter les crédits nécessaires à la mobilité entre les sites,
- dégager des crédits pour des projets de recherche,
- stabiliser des résidences d'artistes, dans une visée de professionnalisation des étudiants.

L'effort de rationalisation devra par ailleurs intégrer des charges nouvelles, tel le paiement de la redevance spéciale de l'établissement à la Communauté urbaine de Strasbourg pour l'enlèvement et l'élimination des déchets ménagers et assimilés qu'elle assure et le traitement des déchets non ménagers.

b) Des marges de manœuvre restreintes sur les recettes

L'hypothèse est celle de recettes au moins équivalentes à celles inscrites, au total, en 2013 et une augmentation de la contribution des villes, dont le taux d'actualisation est encore à l'étude. En tout état de cause, du fait de la croissance mécanique de la masse salariale, une reconduction des contributions des partenaires en euros constants risquerait à terme de dégrader les finances de l'établissement et le conduirait à envisager de revoir son périmètre d'intervention.

Dans cette perspective et afin de pallier ce risque, une convention d'objectifs et de moyens, offrant un cadre pluriannuel aux financements de l'établissement sera proposée en 2014 aux membres fondateurs que sont la Ville et Communauté urbaine de Strasbourg, la Ville de Mulhouse et l'Etat.

S'agissant de l'Etat, il est à souligner la diminution, limitée (de l'ordre de 1,3 %), de la subvention de fonctionnement qu'il a allouée en 2013 à l'établissement pour son département d'arts plastiques. Ce soutien paraît en deçà de l'exemplarité de l'établissement, au regard des attentes que l'Etat formulait lui-même lors de la constitution des EPCC. Un soutien marqué de la part de l'Etat à la HEAR paraît dans ce cadre une attente légitime. L'établissement peut toutefois se réjouir de la hausse de la subvention de l'Etat au profit de l'Académie supérieure de la musique, visant à accompagner la montée en charge progressive de ses effectifs étudiants.

Les subventions de la Région Alsace et du Département du Bas-Rhin s'inscrivent dans un cadre pluriannuel, qui sécurise une partie des financements de l'établissement jusqu'en 2014 pour la Région (à hauteur de 60 000 euros par an) et 2015 pour le Département (à hauteur de 144 000 euros par an). Un engagement plus significatif de la Région en faveur de la recherche et du fonctionnement courant de l'établissement est néanmoins attendu et légitime du fait des compétences de cette dernière en matière d'enseignement supérieur, de formation professionnelle et de transport régional.

Dans ce contexte, l'établissement prévoit par ailleurs de conforter et développer sa politique de recherche de financement sur projets, notamment :

- vis-à-vis de l'Etat, dans le cadre d'appels à projets nombreux : appel à projets Recherche du Ministère de la culture ; appel à projets du Ministère de la culture en faveur de la structuration des partenariats ; label Centenaire de la Grande guerre ; appels à projets de l'Institut français ;
- vis-à-vis de la Région, dans le cadre de l'appel à projet Centenaire de la Grande guerre ;

- vis-à-vis de partenaires publics comme l'ICAVS (Interdisciplinary Cluster for the Advancement of Visual Studies) l'OFAJ ou privés comme la Fondation Entente franco-allemande.

Il entend par ailleurs en 2014 étudier la recherche d'autres types de financements comme la taxe d'apprentissage, la formation continue et des actions de partenariat et de mécénat.

S'agissant des ressources propres de la HEAR, une stabilité des recettes est à attendre, étant donnée la réforme réalisée en 2013 des droits de scolarité. Il est par ailleurs rappelé qu'en 2014, une harmonisation des tarifs des ateliers publics est programmée, avec un alignement des tarifs du site de Strasbourg sur ceux de Mulhouse. L'impact sur le niveau de recettes sera toutefois probablement faible, étant donnée la forte part de bénéficiaires de tarifs réduits au sein des usagers.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le texte suivant :

Le Conseil d'administration
Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
prend acte
de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2014
de la Haute école des arts du Rhin.